Warning: Invalid argument supplied for foreach() in **/home/papsecur/public_html/plugins/system/rokcandy_system.php** on line **144**

A l'instar des villes du Cap-Haïtien et de Hinche, Port-au-Prince est sur pied de guerre. Hier jeudi, plusieurs centaines de personnes, pour la plupart des jeunes, ont donc investi les rues de la capitale pour exprimer leur colère contre la présence des casques bleus de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) dont le contingent népalais serait à l'origine de l'épidémie de choléra dans le pays.

Barricades de pneus enflammés, jets de pierres et propos hostiles du côté des manifestants ; tirs de gaz lacrymogènes et répression du côté des forces de l'ordre… c'était une vive tension ce 18 novembre, date historique de la « Bataille de Vertières » marquant la victoire de l'armée indigène sur les forces coloniales françaises. Une victoire qui allait conduire, rappelons-le, à la proclamation de l'indépendance d'Haïti le 1 er janvier 1804.

« C'est la MINUSTAH qui a apporté le choléra en Haïti, elle doit partir », se sont indignés les manifestants. « A bas MINUSTAH-Préval-Choléra ! », ont-ils scandé.

En colère aussi contre le gouvernement pour sa gestion de la crise de l'épidémie, les protestataires en ont profité pour déchirer les photos et affiches à l'effigie de Jude Célestin (INITE), candidat à la présidence proche du pouvoir en place.

Des incidents majeurs ont été enregistrés au cours de cette manifestation à la capitale où les séquelles du tremblement de terre du 12 janvier restent encore visibles. Plusieurs personnes dont certains sont des enfants ont été transportées d'urgence à l'hôpital après avoir inhalé du gaz lacrymogène tiré par des policiers onusiens. Des véhicules de la UNPOL ont été attaqués, tandis que les vitres de ceux de la Police nationale d'Haïti ont été brisées à coups de pierres.

Aucun mort ni blessé par balles n'a été enregistré, selon les informations. Aucune arrestation n'a été signalée non plus ni par les manifestants ni par la Police. Tandis qu'une vingtaine de personnes ont été appréhendées au Cap-Haïtien où ce mouvement de protestation a débuté en début de semaine faisant un bilan d'au moins trois morts et environ 14 blessés dont certains par balles onusiennes.

Cette épidémie de choléra qui a suscité cette série de manifestation a déjà tué 1.110 personnes et provoque l'hospitalisation de 18.382 autres, selon le dernier bilan du Ministère de la santé publique et de la population.

L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), membre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), prévoit que 200.000 personnes pourraient être affectées par le choléra dans le pays. Selon l'organisation, cette maladie, dont un premier cas confirmé vient d'être détecté à Higuey (République dominicaine) et en Floride (Etats-Unis d'Amérique), pourrait faire jusqu'à 10.000 morts au cours des six à douze prochains mois si elle n'est pas contenue.

Le premier cas de cette maladie hautement contagieuse a été détecté le 19 octobre 2010. Un mois après, les autorités haïtiennes ne sont pas encore en mesure de confirmer ou non si le choléra a été amené sur le sol national par les soldats népalais de la mission onusienne.